



Parce que les rivières sont *belles* et *utiles* naturelles

## COMMUNIQUÉ

### Un projet d'éoliennes de 4,5 G\$ refusé par Québec et Hydro-Québec:

#### **Le processus d'examen du détournement de la rivière Rupert floué.**

**Montréal, le 25 mars 2007.** Fondation Rivières estime que les Québécois et les Cris ont été trompés et somme le gouvernement du Québec et Hydro-Québec d'observer un moratoire sur le détournement de la rivière Rupert, le temps d'évaluer tous les projets d'alternatives cachés aux Québécois et aux commissaires cris, provinciaux et fédéraux lors des audiences publiques. En ne déposant pas aux comités d'examen le projet proposé par Siemens le 25 avril 2005, soit pendant le processus d'examen du projet de dérivation, Fondation Rivières estime que non seulement ces comités n'avaient pas en main les données qui auraient permis une analyse adéquate du projet et de ses alternatives de moindre impact, mais qu'il est inacceptable que la société d'État et le gouvernement aient cachés cette précieuse information auprès des Cris, des Québécois et des commissaires.

Dans un article du journaliste Louis-Gilles Francoeur du quotidien Le Devoir publié hier, nous apprenons que Québec et Hydro-Québec auraient refusé ce projet qui *"aurait généré un investissement privé de 4,5 milliards de dollars et aurait produit neuf térawattheures (TWh) ce qui en faisait donc une véritable solution de rechange au détournement de la rivière Rupert, dont Hydro-Québec escompte tirer 8,5 TWh"*.

*"Le Gouvernement Charest et Hydro-Québec ont caché un projet qui aurait permis non seulement de sauver la rivière Rupert mais aussi de positionner le Québec comme chef de file dans l'économie verte en plus de créer des milliers d'emplois permanents dans différentes régions"* affirme Suzann Méthot, porte-parole de la Fondation Rivières.

Rappelons qu'Hydro-Québec n'a accordé que quatre pages aux alternatives dans son étude d'impact et qu'aucune ne mentionnait les projets effectivement proposés aux Québécois tant par cette firme internationale que ceux élaborés par les Cris et d'autres compagnies québécoises et canadiennes qui auraient permis aux commissaires d'évaluer de réels projets alternatifs à celui de la dérivation de la rivière Rupert.

Rappelons aussi que tout au long des audiences, les coûts réels du projet Eastmain1A/Rupert ont été cachés aux Québécois et qu'Hydro-Québec a refusé une demande d'accès à l'information concernant son coût qui est passé de 4 G\$ à plus de 5 G\$ lors de son annonce. À ce compte, le projet éolien de Siemens est au même coût que celui de la dérivation, soit 6 cents le KWh, mais sans ses impacts majeurs et aurait créé plus d'emplois.

Fondation Rivières estime que le gouvernement du Québec et Hydro-Québec ont trompé les Québécois et les Cris. Ils doivent s'expliquer. Fondation Rivières maintient sa demande de moratoire sur le projet de dérivation pour permettre une étude transparente des alternatives au projet.

-30-

Source: Suzann Méthot (514) 792-1843 ou (514) 272-2666

Détails aux pages 30, 40 à 45 et 61 du mémoire de la Fondation sur le site [www.fondation-rivieres.org](http://www.fondation-rivieres.org)